

Communiqué de presse.

Paris, le 22 juillet 2025

Bayrou et Macron veulent continuer la politique qui a mené là où nous sommes.

C'était donc un « moment de vérité » pour le 1^{er} Ministre. Bayrou s'est auto-félicité en affirmant que ce qu'il entreprenait aujourd'hui, ça n'avait jamais été fait depuis 50 ans. Ce n'est pourtant pas la première fois que nous entendons un 1^{er} Ministre nous dire que l'heure est grave, exceptionnelle, qu'il faut regarder la vérité en face. Bien entendu, il nous a précisé qu'il allait agir, avec justesse et justice, là aussi comme ses prédécesseurs dont les politiques ont mené à une explosion des inégalités et à un accaparement par une minorité de l'essentiel des richesses produites par l'ensemble de la société.

Comme beaucoup d'autres, il a voulu faire peur et a comparé l'endettement des familles et l'endettement d'un État : nous savons que ça n'a pas grand-chose à voir car une famille qui ne rembourse pas peut être en faillite, alors que l'État reste toujours, normalement, maître de sa monnaie et de ses autofinancements, et il peut continuer indéfiniment à emprunter et refinancer sa dette sur les marchés. Et c'est ce qui a été fait par tous les gouvernements, effectivement depuis 50 ans. Depuis 50 ans, le pays a aussi été engagé dans un environnement où les capitaux peuvent circuler librement sur toute la planète, sans limites ni contrôles. S'il n'y a plus de frontières pour les capitaux, pour tous les services, dont les services financiers, pour les biens et les marchandises, c'est le résultat de choix politiques. Et ce sont ensuite ces choix politiques qui « obligent » à développer une politique de l'offre, celle qui conduit à aider les entreprises et à rendre le territoire national attractif pour les capitaux, sinon les détenteurs de capitaux vont fuir la France, et ce sera dramatique, et ce sera terrible, nous disent-ils (Mais c'est déjà « terrible » avec ces cadeaux faits pour favoriser les plus riches). C'est pourquoi les gouvernements ne cessent de nous dire qu'il n'est pas possible d'augmenter la taxation des capitaux. Bayrou a confirmé ce que nous dit régulièrement Macron, à savoir qu'il faut continuer d'aider les entreprises face à la concurrence internationale. Un récent rapport sénatorial souligne qu'il est nécessaire de juger de l'opportunité des aides publiques (sociales et fiscales) versées chaque année en faveur des entreprises : ces 211 milliards d'euros de fonds publics (payés par les impôts des autres, dont principalement celles et ceux qui payent de la TVA) se sont retrouvés, pour l'essentiel, dans une augmentation des dividendes versés aux actionnaires et dans une très forte augmentation des patrimoines des plus riches. Mais Bayrou, qui veut récupérer 43,8 milliards d'euros dès 2026, ne fait aucune projection quant à ce qui pourrait être retrouvé dans cette manne ouverte aux détenteurs de capitaux. Bayrou et Macron veulent continuer la politique dite « de l'offre », où nous voyons bien que le ruissellement se fait du plus grand nombre vers la minorité déjà privilégiée et où les riches deviennent de plus en plus riches, jusqu'à être plus riches que des États, jusqu'à être maîtres des États. Nous sommes au bord de la falaise, comme dit Bayrou, et il décide de continuer sur le même chemin !

Les attaques contre les personnes retraitées avaient été préparées vers l'opinion publique depuis pas mal de mois. Et les retraités et retraitées sont parmi les premières cibles de Bayrou. Il retient la décision de faire de 2026 une « année blanche » : les pensions seront gelées en 2026 (la personne qui a reçu 1600 euros chaque mois en 2025 continuera de recevoir 1600 euros en 2026, quel que soit le niveau de l'inflation en 2025/

2026), ce qui signifie que toutes les personnes retraitées devraient subir une perte de pouvoir d'achat à hauteur de l'inflation (qui a certes diminué depuis quelques années). Il remet en cause l'ALD qui concerne une personne sur cinq dont la moyenne d'âge est de 65 ans. Il « économise » 5 milliards sur la santé avec des mesures comme le doublement des franchises sur les médicaments (plafond passant de 50 à 100€) ce qui va pénaliser les plus malades, dont les personnes âgées. Entre les privilèges des privilégiés et la santé de la population, Macron et Bayrou continuent de choisir la sous-imposition des plus riches. De même les salaires des agents de la fonction publique seront gelés en 2026. Parallèlement, l'année blanche devrait conduire à un gel des tranches de l'impôt sur le revenu dès la Loi de finances 2026. Ce gel des tranches s'appliquera donc sur les revenus perçus en 2025, année au cours de laquelle les pensions ont été indexées sur l'inflation. Ceci veut dire que dès l'an prochain, des personnes non imposables à l'impôt sur le revenu deviendront imposables (dont des personnes retraitées, mais pas seulement), ce qui aura des conséquences sur le taux de CSG, la CRDS, ... et des droits liés au fait de ne pas être imposable.

Bayrou nous a parlé des niches fiscales, mais il n'est toujours pas question de remettre en cause celles qui bénéficient aux entreprises et dont l'efficacité est largement contestée (le Crédit Impôt Recherche qui coûte 7,8 milliards chaque année sera maintenu). Il n'a cité que l'abattement de 10 % appliqué au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes retraitées, qui sera supprimé en partie (Bayrou a repris le mensonge qui consiste à présenter ces 10 % comme des frais professionnels, alors qu'en vérité il s'agit d'une contrepartie à la fraude fiscale des autres revenus). Il est envisagé par Bayrou que l'abattement de 10 % soit plafonné à 2 000 euros chaque année pour chaque personne retraitée, ce qui signifie qu'une personne retraitée gagnant plus de 20 000 euros par an (soit une pension de 1 667 euros/mois) va avoir une augmentation sensible de son impôt sur le revenu rien qu'à ce titre et, pendant le même temps, ce même gouvernement se refuse à taxer les plus riches des plus riches (par exemple en recourant à la taxe Zucman). Manifestement, son programme ne va pas vers plus de justice !

Bayrou a fait de nouvelles promesses de « lutte contre les fraudes, toutes les fraudes », mais en insistant seulement sur quelques aspects des fraudes sociales alors que nous savons que la fraude fiscale, notamment des plus riches entreprises et particuliers, atteint des niveaux qui pèsent énormément sur les recettes des budgets publics. De même, Bayrou a été très explicite sur tout ce qui allait viser le plus grand nombre (travailler plus pour gagner moins, le lundi de Pâques et le 8 mai, par exemple), mais est resté très vague quant à l'effort qui sera demandé aux plus riches (il y aura une « contribution de solidarité des plus hauts revenus » sans plus de précisions).

Bayrou annonce également le non-remplacement de départs en retraite dans les administrations et les services publics. Et bientôt nous allons aussi entendre ces mêmes gouvernants faire de nouvelles promesses d'emplois et de moyens pour les services de sécurité (incendies, inondations, sécurité alimentaire, sécurité sanitaire, violences urbaines, violences sexuelles, terrorisme, etc.), pour les services à la personne (EHPAD, aide à domicile, petite enfance, éducation, etc.) à chaque fait divers confirmant la nécessité des administrations et des services publics. La duplicité est une caractéristique de ce « personnel politique ». Ce sont les mêmes qui disent vouloir « réenchanter le travail », qui prétendent vouloir défendre la « valeur travail », qui continuent de conforter un système économique qui, globalement, facilite l'exploitation du travail humain par les détenteurs de capitaux. Aujourd'hui encore, en décidant de ne pas remplacer des départs en retraite d'agents publics, il signifie que ceux-là, leur travail ne servait à rien. C'est ce qui arrive quand la « valeur travail » est prise en compte par celles et ceux qui vivent du travail des autres.

Bayrou s'inscrit bien dans la continuité des politiques de ses prédécesseurs et de Macron : on continue de favoriser les plus grandes entreprises et les plus gros patrimoines, et on continue de taper sur tous les autres, ainsi il annonce une nouvelle réforme de l'assurance chômage.

Le 1^{er} Ministre a souligné que toutes les idées d'amélioration seront examinées. L'UNIRS ne va pas se priver de faire part de ses propositions pour redresser les comptes publics. Mais nous savons que ce sera surtout par le rapport de force que nous pourrions escompter un changement d'orientation politique. Nous savons que nous agissons avec les autres organisations de retraités et retraitées du Groupe des Neuf et avec l'Union syndicale Solidaires et les autres organisations syndicales ouvrières dès le mois d'octobre 2025.